



CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S DE MAE RA MA LUANG

Observatoire des Camps de Réfugié-e-s
Pôle Étude et Recensement des camps
Zone Asie Pacifique

BAGHDADI Peyman
Juin 2019


L'OBSERVATOIRE
des camps de réfugiés

PHOTO ©: TBC [1]



CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S DE MAE RA MA LUANG

Localisation du camp

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

Historique du camp

Composition du camp

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

Législation et contexte politique

Conséquences sur l'accueil des populations
réfugiées

LA GESTION DU CAMP

Administration du camp

Gestion du camp

Les services assurés dans le camp

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

Situation de confinement dans les camps

Situation psychologique des habitants

Une efficacité relative de la politique de
rapatriement

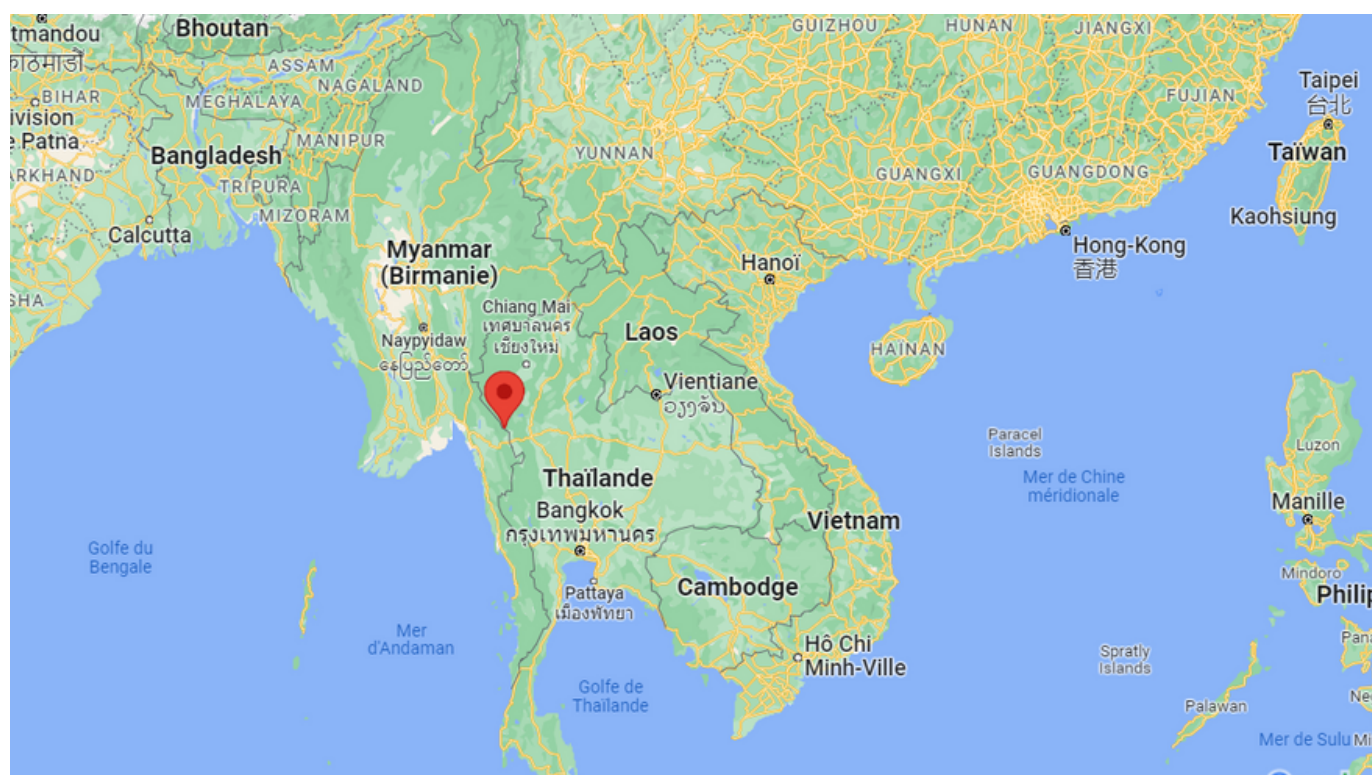
SOURCES ET RÉFÉRENCES

Localisation du camp de MAE RA MA LUANG



LE CAMP DE MAE RA MA LUANG SE SITUE :
au Nord-Ouest de la Thaïlande - Province de Hong Son

- Latitude: 17.944821305752924
- Longitude : 97.719883044767



SOURCE : GOOGLE MAPS

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

HISTORIQUE DU CAMP



Le camp de Mae Ra Ma Luang, également appelé Mae Ra Moe ou Mae Ra Mu dans le langage du peuple Karen, est situé dans la province Mae Hong Son (district de Sob Moei). Le camp de Mae Ra Ma Luang est l'un des 9 camps de réfugié.e.s bordant la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie. Selon des données d'août 2018, 10 281 personnes [2] vivent dans le camp, à 99.4% d'origine Karen [3].

Les Karens sont un groupe ethnique tibéto-birman, formant aujourd'hui un groupe de 4 millions d'individus, dont 90% vivent en Birmanie et moins de 10 % en Thaïlande. Ils constituent actuellement la seconde minorité ethnique en Birmanie.

A partir de 1985, et jusqu'au milieu des années 1990, le nord-ouest de la Thaïlande a été la principale région d'accueil des Karens persécutés. L'origine de leurs persécutions remonte à l'indépendance de la Birmanie, en 1948. Au tournant des années 1940, durant la période de libération de la tutelle britannique, les Karens ont réclamé un Etat indépendant au pouvoir birman qui se mettait progressivement en place. Afin d'ancrer concrètement la volonté politique du peuple Karen, le Karen National Union (KNU) a été créé en 1947 en tant qu'organisation politique représentant la minorité. Afin d'appuyer les revendications de l'organisation, une milice armée, la Karen National Liberation Army (KNLA), a également vu le jour durant la même année.

Toutefois, malgré quelques tentatives de création d'un Etat indépendant, à la fois par la voie législative mais également militaire, le pouvoir birman a contenu les nombreuses tentatives du KNU durant quatre décennies.

En 1984, l'armée birmane lança une offensive militaire contre la KNU et ses autorités qui contrôlaient certaines régions de la Birmanie, ce qui entraîna la chute de l'organisation politique et l'étouffement progressif des revendications du peuple Karen. Cette situation créa un afflux progressif de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés Karens migrant vers la Thaïlande.

Cette vague de migration la Birmanie à la Thaïlande a été la source de la création de nombreux camps bordant la frontière commune, dont celui de Mae Ra Ma Luang, qui a ouvert en février 1995 [4]. Depuis 1988, Manerplaw était un lieu d'accueil temporaire pour de nombreux groupes - dont le KNU - qui ont fui la répression des manifestations contre le pouvoir dominant [5]. En 1995, la « chute » de Manerplaw, suite à l'occupation par l'armée birmane, créa un nouvel afflux de 9 000 réfugiés [6] vers la Thaïlande. Progressivement, le camp de Mae Ra Ma Luang s'établit donc afin d'accueillir, en grande partie, les familles Karens ayant vécu à Manerplaw.

Le conflit entre les Karens et l'armée birmane est considéré comme l'une des plus longues guerres civiles en cours dans le monde. Durant ces quelques décennies, les Karens ont subi de nombreuses persécutions par le pouvoir birman, notamment avec la centralisation de l'État qui a eu pour conséquence un appauvrissement ainsi qu'une marginalisation de cette minorité. En effet, de nombreux Karens ont été victimes de menaces et de discriminations dans l'obtention d'un travail, et ont vu des terres leur être confisquées. Ces différents facteurs ont entraîné le déplacement de milliers de Karens vers la Thaïlande.

De nos jours, il est difficile d'estimer si les Karens sont toujours la cible de persécutions. En effet, les accords de cessez-le-feu du 12 janvier 2012

- « Nationwide Ceasefire Agreement [7] » - entre les dirigeants birmans et la KNU ont permis d'apaiser la situation. Toutefois, selon les dernières estimations [8], plus de 109 000 individus birmans seraient toujours réfugiés en Thaïlande et regroupés au sein des 9 camps bordant la frontière [9]. La situation en Birmanie étant instable, le retour du peuple Karen au sein de leur pays d'origine semble toujours compromis. D'autant plus que la crise « chronique » que connaît la Birmanie depuis ces quelques décennies pourrait commencer à déborder au-delà de ses frontières, et devenir une crise pour l'ensemble de la région, ce qui pourrait avoir des conséquences durables sur les personnes réfugiées vivant en Thaïlande.

COMPOSITION DU CAMP

L'ORGANISATION TERRITORIALE DU CAMP :

Le camp de Mae Ra Ma Luang est situé à 8 kilomètres de la frontière birmane, à 57 kilomètres de la ville de Mae Sot, et à 150

kilomètres du camp de Mae La - le plus grand de la région, accueillant 35 000 personnes en août 2018-. Le territoire du camp fait 256 hectares. Du fait de l'état des routes sinueuses, il est conseillé de se rendre au camp en véhicule 4x4. L'accès n'est possible qu'avec un permis - délivré par le gouvernement thaïlandais et le Karen Refugee Committee - [10].

LA POPULATION ACCUEILLIE ET LA DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE :

Selon les données [11] récoltées par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), publiées au mois de juin 2019, il y aurait plus de 10 281 personnes vivant dans le camp. La population est en grande partie d'origine rurale et issue du canton de Hpa-pun, dans l'État de Kayin, en Birmanie.

Selon les données [12] récoltées par l'ONG locale The Border Consortium (recensement basé sur un décompte d'une population de 9 600 personnes, en août 2018), les Karens constituent la principale ethnie présente au sein du camp.



DETAILS ETHNIE:

La population est composée à **99.4%** de Karen/ Kayin



0.4% de Burman



0.2% autres ethnies

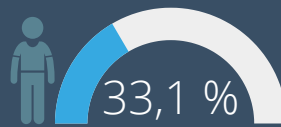


DETAILS AGE:

14.3% ont moins de 5 ans.



33.1% ont entre 5 -17 ans.



55.6% sont des adultes



DETAILS GENRE:

La population est composée à 50.6% de femmes



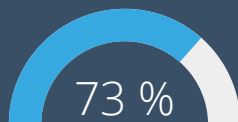
et à 50.6% d'hommes



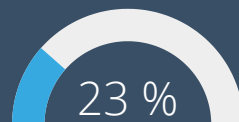
Enfin, concernant l'appartenance religieuse, les personnes réfugiées au sein du camp sont à majorité d'origine chrétienne (données HCR) [13]

DETAILS RELIGION:

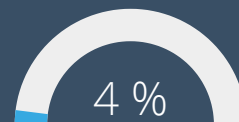
73% de christianisme



23% de bouddhisme



4% d'animisme/autres



LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

Bien que la Thaïlande soit une terre d'asile abritant près de 4 millions de migrants (données de l'OIM 2019) [14], ce pays étant situé au centre de différents mouvements migratoires, elle n'est pas signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés [15].

LEGISLATION ET CONTEXTE POLITIQUE

En ce qui concerne son cadre juridique, depuis la loi relative à l'immigration de 1979, la légalisation thaïlandaise restreint la liberté de déplacement et d'entreprise des personnes réfugiées. A titre d'exemple, les réfugiés ou demandeurs d'asile urbains - c'est-à-dire vivant en dehors des camps - qui seraient surpris par les autorités sont passibles de détention ou d'expulsion du territoire. En cas d'arrestation, ces personnes sont dès lors envoyées dans des centres de détention pour migrants [16], ou expulsées. De plus, les réfugiés ne sont pas autorisés à travailler en Thaïlande. Cette situation politique entraîne donc les migrants à se confiner au sein de camps ou bien à se cacher, sans réelles perspectives d'avenir.

poursuivie [17]» et risquerait d'être persécutée ou d'être victime de violations de droits humains. Selon un rapport d'Amnesty International [18], en 2017, la Thaïlande aurait renvoyé de force une centaine d'individus vers des pays comme la Chine ou le Bahreïn.

Ce cadre juridique et ces conditions sont également à l'origine de « départs provoqués [19] », un phénomène qui s'explique par le fait que certains réfugiés, malgré les potentiels risques liés au retour (persécutions, violations droits humains, peine de mort, ...), souhaiteraient finalement renoncer à leur demande d'asile et retourner vivre dans leur pays d'origine.

CONSEQUENCES SUR L'ACCUEIL DES POPULATIONS REFUGIEES

Outre son cadre juridique, il semblerait que le gouvernement thaïlandais ne respecte pas le principe de non-refoulement. Le principe de non-refoulement est un principe « interdisant l'extradition, l'expulsion ou le renvoi d'une personne vers un pays dans lequel elle serait

LA GESTION DU CAMP

ADMINISTRATION

DU CAMP



- **Ministère de l'intérieur thaïlandais:**

Selon le rapport [20] du HCR de juin 2019, le ministère de l'Intérieur thaïlandais est responsable de l'administration du camp de Mae Ra Ma Luang et des 8 autres camps bordant la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie. Le responsable adjoint du district de Sob Moei est en charge de l'administration du camp. Un comité nommé en lien avec le Karen Refugee Committee (KRC) participe également à l'administration globale du camp ainsi qu'à la supervision des services dispensés par les organisations partenaires.

GESTION DU CAMP

Le gestionnaire principal du camp de Mae Ra Ma Luang est l'ONG The Border Consortium (TBC) [21]. Cette dernière est la principale organisation qui coordonne les activités au sein des 9 camps bordant la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande. Selon les dernières estimations, TBC apporterait son soutien à plus de 140 000 réfugiés vivant dans cette région.

A l'origine de Consortium of Christian Agencies, TBC est une organisation non-gouvernementale thaïlandaise qui a été créée en 1984. Sa création a pu se faire à la suite d'un appel du ministère de l'Intérieur thaïlandais, ce dernier souhaitant soustraire la gestion des camps de Karens à une structure autonome. TBC est aujourd'hui une union de neuf ONG occidentales : Act for Peace et The National Council for Churches (NCCA) (Australie) ; Christian Aid (Royaume-Uni et Irlande) ; Church World Service (Etats-Unis) ; Diakonia (Suède) ; Interchurch Organisation for

Development Cooperation (ICCO) (Pays-Bas) ; Inter Pares (Canada) ; International Rescue Committee (Etats-Unis) ; Norwegian Church Aid (Norvège).

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, par l'intermédiaire de son bureau local, participe également à la gestion et à la vie du camp. Le recensement des nouveau-nés, le processus de réinstallation et la politique de rapatriement sont des champs d'actions dans lesquels le HCR, notamment en lien avec les gouvernements thaïlandais et birmans, met en place des programmes spécifiques aux réfugiés vivant dans le camp de Mae Ra Ma Luang.

Par ailleurs, de nombreuses organisations (pour la majorité des ONG) apportent leur soutien aux populations encampées et assurent des services dans des champs d'action multiples.

LES ORGANISMES DANS LE CAMP

Voici une liste des organisations présentes dans le camp de Mae Ra Ma Luang (rapport du UNHCR [22] du 30 juin 2019).



| SANTÉ

- Malteser International : services de santé
- Planned Parenthood Association of Thailand (PPAT) : services de santé reproductive



| EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

- Malteser International : sanitaires



| NOURRITURE

- The Border Consortium (TBC) : distribution alimentaire



| MOYENS DE SUBSISTANCE

- Adventist Development and Relief Agency (ADRA) : formation professionnelle
- Catholic Office for Emergency Relief and Refugees (COERR) : projet d'agriculture et d'élevage d'animaux
- Handicap International (HI) : moyens de subsistance et réhabilitation
- The Border Consortium (TBC) : agriculture, entrepreneuriat et préparation aux catastrophes naturelles



| LOGEMENT

- The Border Consortium (TBC) : matériaux de réparation pour les abris



| ÉDUCATION

- Adventist Development and Relief Agency (ADRA) : fournitures scolaires et infrastructures
- Film Aid : sensibilisation
- Right to Play (RTP) : formation initiale des enseignants et apprentissage non formel
- Save the Children (SCI) : éducation de base, formation continue des enseignants
- Shanti Volunteer Association (SVA) : bibliothèques
- World Education (WE) : enseignement post-secondaire.



| PROTECTION ET SERVICES COMMUNAUTAIRES

- Catholic Office for Emergency Relief (COERR) : protection de l'enfance et assistance aux adultes vulnérables
- Drug and Alcohol Recovery and Education Network (DARE) : prévention aux abus des drogues et alcool
- Handicap International (HI) : éducation aux risques des mines pour les FVR
- Right to Play (RTP) : compétences de développement de la vie pour les enfants



| ENREGISTREMENT JURIDIQUE

- Ministry of the Interior (MOI) : enregistrement et détermination du statut (financé par le UNHCR)



| REINSTALLATION

- International Organization for Migration (IOM) : services de réinstallation post-approbation
- Centre d'appui à la réinstallation de l'IRC : service de réinstallation aux États-Unis.

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

L'ACCES A LA SANTE:



Malteser International est la principale organisation agissant dans le domaine de la santé au sein du camp de Mae Ra Ma Luang. Depuis 1993, l'organisation aurait pris en charge « près de 23.000 réfugiés Karens et Birmans dans deux camps de réfugiés (Mae Ra Ma Luang et Mae La Oon) [23] ». Dans ce cadre, l'ONG a pour mission (notamment en partenariat avec le Karen Refugee Committee et The Border Consortium) de distribuer de l'équipement médical ainsi que de gérer les cliniques dans les camps [24].

Selon un rapport de février 2016 [25] publié sur le site de Malteser International, les objectifs de l'organisation en termes d'accès à la santé dans le camp étaient les suivants :

- Réduire la mortalité et morbidité au sein des populations réfugiées ;
- Contrôle des maladies transmissibles ;
- Limiter le risque de propagation de maladies et d'épidémies ;
- Améliorer les capacités du personnel de santé dans les camps ;
- Renforcer la participation des communautés des camps dans la planification et la mise en place d'activités de promotion de la santé.

Dans ce cadre, afin de s'adapter au maximum aux besoins médicaux des personnes encampées, les actions sur le terrain ont touchées différents domaines. Voici quelques détails issus de ce même rapport [26] :

- Santé préventive et curative (soins médicaux et infirmiers dans les cliniques des camps, système de référence des patients atteints de maladies compliquées vers les hôpitaux thaïlandais, soins dentaires et activités d'hygiène dans les écoles des camps, etc.).
- Renforcement des capacités (formation du personnel médical Karen, organisation de réunion de santé et visites à domicile par les agents de santé communautaires formés et campagnes de sensibilisation à la santé).
- Prise en charge psychosociale.

CAMPAGNE DE PREVENTION CONTRE LE COVID:

Dans le contexte de la pandémie de la Covid, le UNHCR [27] a effectué un travail de sensibilisation pour les populations réfugiées du camp. En effet, comme dans la majorité des camps de réfugiés, celui de Mae Ra Ma Luang ne dispose pas suffisamment d'eau, de savon ou de masques pour se protéger adéquatement.

Au sein du camp thaïlandais, l'agence des Nations unies et en partenariat avec d'autres organisations, a déployé des agents sur le terrain qui avaient pour mission de développer les services de base afin de prévenir la propagation de la Covid au sein du camp (approvisionnement de gel hydro-alcoolique et de savon, sensibilisation à l'hygiène, etc.) [28].

La prévention contre la Covid est également un sujet qui a été pris en compte par les résidents du camp. Comme l'explique une résidente de Mae Ra Ma Luang, des campagnes de sensibilisation sont mises en place par les habitants afin d'expliquer aux familles et aux voisins comment « ils peuvent eux-mêmes se protéger face à la propagation du virus » [29].



CAMPAGNE CONTRE LA PROPAGATION DE LA COVID DANS LE CAMP DE MAE RA MA LUANG.
[31]

**PHOTO ©: CRÉDIT : DUEAN WONGSA /
SOURCE : UNHCR**

PROCEDURE DE REINSTALLATION :


Avec sa volonté de mettre fin de manière durable et globale à la situation de campement prolongé à la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés met en œuvre, depuis une quinzaine d'années, une procédure de réinstallation [30] des personnes réfugiées dans des pays tiers.

PROTECTION, JUSTICE ET ENREGISTREMENT CIVIL

Dans le cadre de son mandat en Thaïlande, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés [34] met en œuvre des activités visant la protection des personnes réfugiées. Le HCR facilite l'accès de ces derniers au système judiciaire thaïlandais, répond aux problèmes de protection de l'enfance et mène des activités pour prévenir les violences sexuelles.

Conformément aux amendements apportés à la loi sur l'enregistrement des faits d'état civil de 2008, le HCR continue à plaider auprès du gouvernement royal thaïlandais pour que chaque enfant qui naît dans un camp voit son droit à l'enregistrement de sa naissance respecté. Cette action d'enregistrement est essentielle afin d'éviter des cas futurs d'apatridie. Au 30 juin 2019, 3 397 certificats de naissance [35] ont été délivrés au sein du camp de Mae Ra Ma Luang.

EDUCATION:



En matière d'éducation, la YP Foundation [36], organisation taïwanaise qui a pour mission de renforcer l'éducation et les capacités des communautés qu'elle prend en charge, a mis en place depuis 2002 un programme au sein du camp de Mae Ra Ma Luang. L'organisation offre un programme [37] d'études postsecondaires de deux ans pour soutenir et autonomiser les jeunes réfugiés Karens. En collaboration avec la Young Green Foundation, ces deux organisations permettent ainsi à 50 étudiants de suivre des cours d'anglais, de mathématiques, de birman, de santé communautaire, de gestion et des formations pour devenir enseignants.

La Young Green Foundation fournit également un soutien financier pour différents éléments nécessaires au programme d'éducation : le matériel éducatif, y compris les manuels scolaires et les livres pour les étudiants, des biens liés à l'hygiène personnelle, les allocations des enseignants, les coûts de construction, y compris l'énergie, le transport, les fournitures scolaires, etc.

HANDICAP ET INCLUSION SOCIALE (EN COURS DE CONSTRUCTION) :

Depuis 1982, Handicap International travaille en Thaïlande aux côtés des réfugiés birmans [38]. Ses actions visent en grande partie l'accompagnement des personnes handicapées dans les services suivants : protection, réadaptation physique, formation, renforcement des capacités, etc.

Handicap International et Malteser International sont actuellement engagés dans la construction d'un projet [39] de réhabilitation physique et fonctionnelle des personnes handicapées issues de ces 5 camps de réfugiés : Mae Ra Ma Luang et Mae La Oon dans la province de Mae Hong Son et Umpiem, Nupo et Mae La dans la province de Tak). Ce projet a pour objectif d'assurer l'accès continu des personnes handicapées aux services de réadaptation tout en soutenant le processus de retour en renforçant les capacités et l'autonomie des communautés et des soignants. Ce projet est financé par l'Union européenne et l'UNHCR.



ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

SITUATION DE CONFINEMENT DANS DES CAMPS

Le placement prolongé des réfugiés Karens dans des camps a de nombreuses conséquences sur les résidents. En effet, un camp de réfugiés est par définition un lieu temporaire qui permet la sécurité d'un nombre de personnes durant une certaine durée, et non un lieu qui se veut pérenne. Cependant, les camps de Karens basés en Thaïlande ont été créés, en moyenne, il y a une trentaine d'années. Ces derniers perdurent du fait de la persistance du conflit. Ces camps sont donc devenus de véritables villages dans lesquels certains droits humains sont peu respectés, voire bafoués.

En 2011, un rapport du UNHCR [40] liste quelques exemples de conséquences liées au confinement des populations en Thaïlande, conséquences toujours valables en 2021 : une dépendance vis-à-vis de l'assistance étrangère, le développement de troubles psychologiques et la détérioration des droits humains au sein des camps. Ce contexte crée des conditions de vie de plus en plus instables au sein des camps, ajouté à l'augmentation du nombre de migrants au sein des camps thaïlandais.

SITUATION PSYCHOLOGIQUE DES HABITANTS

Ce confinement prolongé dans le camp impacte le bien-être physique et psychologique des habitants. Une information publiée par le média birman The Irrawaddy et relayée par Reliefweb (en mars 2017), mentionne des cas de suicides survenus dans les camps de Mae La et de Mae Ra Ma Luang [41]. Selon les déclarations des autorités des camps et des résidents, les causes de ce phénomène sont principalement l'alcoolisme et la toxicomanie, ainsi que les violences domestiques et la dépression. De plus, l'impossibilité de travailler pour les réfugiés tend à provoquer une dépendance de ces populations aux distributions alimentaires hebdomadaires, à l'aide humanitaire fournie par les ONG internationales et aux organisations communautaires. Cette situation ne permet pas le développement de capacités et l'indépendance financière des réfugiés vivant au sein des camps. En termes de solutions, donner la liberté d'étudier, de travailler et de se déplacer pour les personnes réfugiées au sein de la Thaïlande pourraient être des alternatives génératrices d'épanouissement et d'indépendance financière progressive pour cette population.

UNE EFFICACITÉ RELATIVE DE LA POLITIQUE DE RAPATRIEMENT

En 2019, selon les déclarations [42] de la secrétaire générale du Karen's Women Organisation pour le média The Sydney Morning Herald, la politique de rapatriement volontaire mise en place par le HCR et le gouvernement n'a concerné que très peu de familles durant ces deux dernières années.

La difficulté réside dans le fait que les conditions ne sont pas totalement remplies pour assurer un retour des populations Karens exilées en Birmanie. D'une part, la situation politique dans ce pays reste instable, voire dangereuse pour les minorités telles que les Rohingyas et les Karens. D'autre part, la situation économique et sociale, ainsi que l'absence de travail et de logement ne permettent pas un retour sécurisé des personnes réfugiées vers la Birmanie.

SOURCES ET RÉFÉRENCES

- [1] Photo issue du site de theborderconsortium TBC
- [2] Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae Ra Ma Luang Temporary Shelter, 30 juin 2019
- [3] Rapport de The Border Consortium (TBC), Mae Ra Ma Luang Camp Profile, Août 2018
- [4] Rapport de The Border Consortium (TBC), Mae Ra Ma Luang, Août 2018
- [5] Rapport de Human Rights Watch, Burma : Abuses Linked to the Fall of Manerplaw, 1 mars 1995
- [6] Ibid
- [7] UNHCR Media Report, Nationwide Ceasefire Agreement, 29 octobre 2015
- [8] Handicap International, données sur la Thaïlande, septembre 2020.
- [9] S.Strangio, "Myanmar's Crisis Is Starting to Spill Beyond its Borders", The Diplomat, 19 mars 2021
- [10] Rapport de The Border Consortium (TBC), Mae Ra Ma Luang, Août 2018
- [11] Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae Ra Ma Luang Temporary Shelter, 30 juin 2019
- [12] Rapport de The Border Consortium (TBC), Mae Ra Ma Luang, Août 2018
- [13] Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae Ra Ma Luang Temporary Shelter, 30 juin 2019
- [14] Données publiées par l'Organisation internationale des migrations (OIM), 2019
- [15] Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Beyond Detention - A Global Strategy to support Governments to end the detention of asylum-seekers and refugees (Progress Report mid-2016), Août 2016
- [16] Amnesty International, Reportage - « Être réfugié en Thaïlande », 28 septembre 2017
- [17] Définition issue du glossaire de l'asile, sur le site asile.ch
- [18] Ibid
- [19] Amnesty International, Reportage - « Être réfugié en Thaïlande », 28 septembre 2017
- [20] Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae Ra Ma Luang Temporary Shelter, 30 juin 2019
- [21] Site de l'ONG « The Border Consortium » (TBC).
- [22] Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae Ra Ma Luang Temporary Shelter, 30 juin 2019
- [23] "Malteser International", Sur le terrain - Assistance médicale aux réfugiés birmans dans les camps, février 2016.
- [24] Ibid
- [25] Ibid
- [26] "Malteser International", Sur le terrain - Assistance médicale aux réfugiés birmans dans les camps, février 2016
- [27] UNHCR, UN News - "From the field: coping with COVID in refugee camps", 6 novembre 2020
- [28] Ibid
- [29] UNCHR, One year on, Myanmar refugees support COVID-19 prevention efforts in Thailand, 31 janvier 2021.
- [30] Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae Ra Ma Luang Temporary Shelter, 30 juin 2019
- [31] UNHCR, UN News - "From the field: coping with COVID in refugee camps", 6 novembre 2020
- [32] Ibid
- [33] P.K. Htee, « The world has opened up to me since arriving in Australia », ABC, 10 février 2021.
- [34] Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae Ra Ma Luang Temporary Shelter, 30 juin 2019
- [35] Ibid
- [36] YP Foundation, Supporting Refugee Camp Youth Programs (Mae Ra Ma Luang Refugee camp, Mae Hong Son Province, Thailand).
- [37] Ibid
- [38] Handicap International, données sur la Thaïlande, septembre 2020
- [39] Reliefweb, appel à soutien pour le projet « Rehab consultancy », 2021.
- [40] Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Appel global 2010-2011 du HCR (Thaïlande).
- [41] S. Y. Naing, "Suicide Attempts in Refugee Camp Linked to Drug and Alcohol Abuse", Irrawaddy, 8 mars 2017.
- [42] Liam Phelan et Phill Thornton, "It's getting desperate: Situation worsens at Thai-Myanmar border", The Sydney Morning Herald, 30 août 2019.

BIBLIOGRAPHIE

Rapports :

Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mae Ra Ma Luang Temporary Shelter, 30 juin 2019. Disponible sur : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/71565.pdf>

Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Beyond Detention - A Global Strategy to support Governments to end the detention of asylum-seekers and refugees (Progress Report mid-2016), août 2016. Disponible sur : <https://www.unhcr.org/57b583e57.pdf>

Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Appel global 2010-2011 du HCR (Thaïlande). Disponible sur : <https://www.unhcr.org/fr/4b507c8c9.pdf>

Rapport de Human Rights Watch, Burma: Abuses Linked to the Fall of Manerplaw, 1 mars 1995. Disponible sur : <https://www.refworld.org/docid/3ae6a7ec4.html>

Rapport de The Border Consortium (TBC), Mae Ra Ma Luang Camp Profile, Août 2018. Rapport non disponible sur le site mais de nombreuses informations sont partagées : <https://www.theborderconsortium.org/where-we-work/camps-in-thailand/mae-ra-ma-luang/>

UNHCR Media Report, Nationwide Ceasefire Agreement, 29 octobre 2015. Disponible sur : <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/50600>

ARTICLES

S.Strangio, "Myanmar's Crisis Is Starting to Spill Beyond its Borders", The Diplomat, 19 mars 2021. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2021/03/myanmars-crisis-is-starting-to-spill-beyond-its-borders/>

Amnesty International, Reportage - « Être réfugié en Thaïlande », 28 septembre 2017. Disponible sur : <https://www.amnesty.fr/refugies-et-migrants/actualites/etre-refugie-en-thaïlande>

UNCHR, One year on, Myanmar refugees support COVID-19 prevention efforts in Thailand, 31 janvier 2021. Disponible sur : <https://www.unhcr.org/th/en/24557-one-year-on-myanmar-refugees-support-covid-19-prevention-efforts-in-thailand.html>

UNHCR, "From the field: coping with COVID in refugee camps", UN News, 6 novembre 2020. Disponible sur : <https://news.un.org/en/story/2020/11/1076962>

S. Y. Naing, "Suicide Attempts in Refugee Camp Linked to Drug and Alcohol Abuse", Irrawaddy, 8 mars 2017. Disponible sur : <https://reliefweb.int/report/thailand/suicide-attempts-refugee-camp-linked-drug-and-alcohol-abuse>

P.K. Htee, « The world has opened up to me since arriving in Australia », ABC, 10 février 2021. Disponible sur : https://www.abc.net.au/heywire/heywire-paw-ku_eaglehawk_vic/12919512

Liam Phelan et Phill Thornton, "It's getting desperate: Situation worsens at Thai-Myanmar border", The Sydney Morning Herald, 30 août 2019. Disponible sur : <https://www.smh.com.au/world/asia/it-s-getting-desperate-situation-worsens-at-thai-myanmar-border-20190827-p52l62.html>

Site Internet :

Handicap International, données sur la Thaïlande, septembre 2020. Disponible sur : <https://handicap-international.fr/fr/pays/thaïlande>

ONG "Malteser International", Sur le terrain - Assistance médicale aux réfugiés birmans dans les camps, février 2016. Disponible sur : <https://www.malteser-international.org/fr/sur-le-terrain/asie/thaïlande/assistance-medicaux-refugies.html>

Définition du « principe de non-refoulement » issue du glossaire de l'asile. Disponible sur : <https://asile.ch/memot/de-quoi-parle-t-on/principe-de-non-refoulement/>

Données publiées par l'Organisation internationale des migrations (OIM) en 2019 : <https://thailand.iom.int/migration-context>

Reliefweb, appel à soutien pour le projet « Rehab consultancy », 2021. Disponible sur : <https://reliefweb.int/job/3731833/rehab-consultancy-applicants-already-present-thailand>

YP Foundation, Supporting Refugee Camp Youth Programs (Mae Ra Ma Luang Refugee camp, Mae Hong Son Province, Thailand). Disponible sur : <https://yp-foundation.org/supporting-refugee-camp-youth-programs-mae-ra-ma-luang-refugee-camp-mae-hong-son-province-thailand/>

Caritas, La protection des enfants réfugiés en Thaïlande. Disponible sur : <https://www.caritas.org/2014/11/la-protection-des-enfants-refugies-en-thaïlande/?lang=fr>